

« En politique, il ne faut pas être malin, il faut que les gens croient que vous l'êtes »

Du haut de ses 80 ans, Herman De Croo jette un regard malicieux sur la vie publique. Abonné aux « grandes dis » à l'école, élu depuis 50 ans, francophile, il donne quelques leçons aux politiques.

Herman De Croo aime recevoir à domicile. C'est donc dans sa vaste villa blanche de Michelbeke, entité de Brakel, qu'il a choisi de nous accueillir. C'est ici que plongent ses racines, et celles de sa famille. Les De Croo vivent en effet dans ce petit coin de Flandre-Orientale, dans la même rue, depuis... 400 ans ! « Tous les hommes sont restés dans le village. Moi j'y suis depuis toujours. Alexander (son fils vice-Premier ministre, NDLR) habite à 200 m, dans une maison de son arrière-arrière grand-mère. Sur le mur, y a une croix qui indique où est mort mon arrière-arrière grand-père d'une chute de cheval, en 1864. Ma maison natale est tout près, là où sont maintenant mes chevaux. Moi, j'ai construit sur les terrains de la ferme familiale, où restent des tilleuls, dont l'un a 200 ans. Très peu de gens ont des racines aussi anciennes, au même endroit. »

Ancrage physique, mais politique aussi. Ici, les De Croo sont bourgmestres de père en fils. « Alexander est le sixième », précise notre hôte, non sans fierté.

Ce samedi 12 août, Herman De Croo fête ses 80 ans. Et il jure n'avoir jamais eu envie de quitter Michelbeke. D'ailleurs, son nom « est déjà inscrit sur le caveau familial depuis 1987 (année du décès de mon père), ainsi que celui de mon épouse, ma mère la prévu ! ».

Enfant, pourtant, il lui fallait quitter le village pour se rendre, après des primaires en néerlandais, « avec le train qui emmenait les mineurs vers le Borinage », au collège jésuite Saint-Stanislas, à Mons. « Trois mois par an, j'étais au village avec mes copains fils d'ouvriers, de fermiers, de mineurs, et durant 9 mois, j'étais dans un collège élitiste francophone, à Mons. Cela explique peut-être ma tolérance. J'avais un abonnement de train en première classe, mais je n'y ai jamais mis les pieds : à 10.11 ans, je restais avec les mineurs, sur leurs genoux, j'étais leur mascotte ! Je n'ai jamais été l'élu des bourgeois. »

Pour autant, il ne s'est jamais imaginé au Parti socialiste, « car on ne fait pas le bonheur des gens à leur place : je suis un libéral, comme mon père, mon grand-père ; et je ne crois pas que la prospérité se fait par l'État. L'État est un mal nécessaire, mais pas un bien indispensable. Il faut laisser les gens faire. Garder de l'ordre, que la liberté de l'un n'empêche pas la liberté de l'autre. Nous

sommes en coalition avec les socialistes ici depuis 20 ans, même quand on a la majorité absolue, mais ils ne font pas confiance à l'individu. Et puis il faut un brin d'anarchie dans la société... Et un vrai libéral est émancipateur ».

Si votre fils Alexander n'avait pas fait de politique, auriez-vous été peiné de voir la lignée familiale s'éteindre ?

Non, pas du tout. Du reste, peut-être que ma fille Ariane en fera. Elle habite Boitsfort.

Le fait de s'appeler De Croo, ce fut un avantage ou un handicap pour lui ?

Je vais vous dire exactement ce que j'ai dit à Alexander : « Tu n'es pas connu et ton nom de famille te met en pole position. Mais tu as ça une fois. Tu as quatre ans pour te faire un prénom, ou bien tu n'existes plus, politiquement parlant – ou tu deviens une queue de comète, peu importe. » Et je crois, honnêtement, qu'il s'est fait un prénom.

Votre fils est un des rares hommes politiques flamands qui garde un contact avec la presse francophone...

Absolument. Il parle en français avec sa maman (Françoise Desguin, avocate au barreau d'Audenarde, NDLR).

Et vous ? On se demande parfois quelle est votre langue ?

J'ai fait mes humanités (chez les jésuites, à Mons) et l'université (à l'ULB) en français. À la maison, on parlait néerlandais, même si mes parents avaient été à l'école en français en Flandre. On ne se rend pas compte de ces choses-là, mais le collège d'Audenarde était en français. Les Dames de Marie d'Alost, où a été ma mère, était en français. Le néerlandais ne s'est enseigné, dans les écoles moyennes, que dans les années 30 ! Tout cela explique beaucoup de choses dans le complexe « grand-paternel » de pas mal d'hommes politiques d'aujourd'hui. Durant la dernière campagne électorale, je suis allé faire campagne en Wallonie pour mon ami Willy Borsus. Dans les années 70, j'ai proposé, avec d'autres, de mettre en place une circonscription nationale pour les sélections européennes, mais Charles-Ferdinand Nothomb, le président du PSC, l'a sabotée, craignant que Leo Tindemans n'obtienne plus de voix que lui en Wallonie. Il est vrai qu'aux élections européennes de 1979,

Tindemans a récolté 983.000 voix !

Comment s'est déroulée votre scolarité en français ?

Très bien ! Le collège Saint-Stanislas de Mons était peuplé de fils – il n'y avait pas de filles – d'ingénieurs, de médecins et de cadres. Voir un petit Flamand de

Michelbeke leur damer le pion – j'étais premier de classe, je faisais la pièce de théâtre, je faisais des démonstrations de patins à roulettes... – était quand même, quand j'y pense a posteriori, assez désarmant pour eux. Je n'en ai jamais souffert, au contraire. Après avoir bien connu les jésuites et l'élitisme, qui m'a marqué, j'ai voulu faire l'expérience de l'ULB. Là, j'ai vu mon premier Juif, qui est devenu par après le boss du Mossad. Anecdote amusante : un jour, alors que je suis ministre, je me rends en voyage officiel à Tel Aviv et je tombe sur lui, dans une délégation israélienne. Je l'appelle par son prénom et devant tout le monde, il me répond « We don't know us ». « Tu te fous de ma tête ? » C'était un ami, il habitait rue Haute... Bon. Plus tard, il m'a dit : « Ne m'en veux pas » et m'a expliqué qu'il avait changé d'identité... J'ai également vu mon premier Noir, Justin Bombako, qui deviendra le Premier ministre des Affaires étrangères du Congo indépendant, et dont j'ai fait l'oraison funèbre à la cathédrale des Saints-Michel-et-Gudule de Bruxelles, en avril 2014. C'était un autre monde.

On vous a parfois critiqué, en Flandre, parce que vous vous exprimiez mieux en français qu'en néerlandais...

En Flandre, j'ai la réputation d'inventer le flamand... Dans le dictionnaire flamand, le mot decroovisme existe : il désigne la création de mots, de verbes : ce que j'appelle « verbaliser des noms communs ».

Vous êtes également connu en Wallonie pour vos bons mots...

Dans les années 1980, il y en a un qui a fait le tour du monde. J'étais ministre des Communications et j'avais supprimé 237 gares tout seul, sans aller au gouvernement – je présidais personnellement les Chemins de fer : après, on a changé la loi. J'ai dû faire face à la plus grande grève de l'histoire : pas un seul train en Belgique pendant seize jours ! Un jour, des manifestants criaient : « De Croo, salaud, le peuple aura ta peau ! » et j'ai rétorqué : « Heureuse-

ment, je ne m'appelle pas Bertouille ! »... Pour reprendre votre question, pour faire de la politique, il ne faut pas être malin, il faut que les gens croient que vous l'êtes – enfin, c'est toujours mieux d'être malin ! Et deux, il faut relativiser beaucoup de choses. Et l'humour le permet.

En mai 2018, vous fêterez votre demi-siècle de vie parlementaire, ce qui sera un record. C'est quoi le secret de la longévité en politique ?

Je suis effectivement le seul député à rentrer en ligne de compte pour la pension complète à 67 ans et avec 45 ans de carrière. Le secret ? D'abord le travail.

Oublier l'idée que, parce qu'on a commencé le lundi à 7 heures, on peut arrêter le vendredi à 17 heures. Vos clients ne sont visibles que le week-end. Je fais quinze trucs par week-end, tous les week-ends. Ouvertures de magasins, distribution de prix, expositions, barbecues... l'imagination n'atteint pas la

réalité. Un week-end normal, je suis invité à sept ou huit barbecues. Je mange à un, parfois je ne mange pas, mais je paye partout mes 15 ou 16 € d'entrée, et je paye une pinte à la table où je suis. Personne ne peut dire que je suis venu me montrer et que je suis un profiteur : je laisse toujours quelque chose dans la

caisse. Deux, et c'est lié au premier point : vous devez être vu et entendu ou vous n'existez pas. Trois, il faut écouter les gens. À chaque fois que l'on m'interrompt sur quelque chose, je prends le nom du type et son adresse et le lendemain, il a une lettre qui lui dit qu'à première vue, si tout ce qu'il m'a dit est vrai, il a un point. Puis je le tiens au courant de mes démarches. Je possède dans ma cave 150.000 dossiers de ce genre !

Enfin, en politique, il faut être transparent. Ne pas faire le singe, ça ne sert à rien ! Quand vous pouvez vous payer un chauffeur, comme moi, payez-le : ne faites pas comme Spaak, qui s'arrêtaient 400 mètres avant le meeting et arrivait à pied. Ou comme Willy Claes qui, diplômé de l'ULB, comme votre serviteur, n'a jamais clairement dit : « Je suis diplômé francophone. » Lors de ma première interview en tant que ministre de l'Éducation nationale flamand, en 1974, j'ai expliqué que je ne pourrais pas être enseignant ni même surveillant dans une école flamande parce que je

n'avais aucun diplôme flamand - je suis diplômé de l'ULB et de l'Université de Chicago. Et j'ai ajouté: «Mais comme vous le savez, il ne faut pas de diplôme pour être ministre...» Et c'était terminé. Mais souvent, les hommes politiques font le singe et la vérité les rattrape. ■

Propos recueillis par
WILLIAM BOURTON
ET **MARTINE DUBUISSON**

Herman De Croo

Herman De Croo est né le 12 août 1937. Docteur en droit de l'ULB, avocat, il est élu du peuple depuis 1968. Il a siégé à la Chambre (qu'il a présidée), au Sénat et au Parlement flamand, depuis 2014. Sous différents gouvernements Tindemans et Martens, il fut ministre de l'Éducation, des Pensions, des Transports et du Commerce extérieur. Il a aussi présidé le VLD. En 2012, il a cédé l'écharpe mayorale de Brakel à son fils Alexander.

regard « On n'est plus que dans le court-termisme »

A l'heure où le débat politique est tourné vers la gouvernance, le cumul de mandats, la professionnalisation de la politique, Herman De Croo est fier de déclarer : « La politique chez moi, c'est la moitié de mon temps. Je fais 80 heures par semaine. Je suis aussi avocat, j'ai été une quarantaine d'années professeur d'université, j'ai été échevin ou bourgmestre, tout ça en même temps. Je suis fermier, j'ai l'exploitation fruitière ; je suis président d'un centre de recherche pour le Congo dont je m'occupe beaucoup ; je préside depuis une quinzaine d'années le ETSC, la meilleure ONG de sécurité routière ; j'ai fondé Autoworld dont je m'occupe depuis 30 ans ; et je suis président de la Fondation princesse Lilian. » Tout ça en continuant à être élu, « et depuis 5 élections, à la dernière place ! ».

Alors, à quasi 50 ans de vie politique, Herman De Croo porte sur les débats de l'heure un regard critique. Exemple : « Voyez le cinéma qu'on a fait sur la retraite des députés : vous savez qu'il y a un seul parlementaire qui rentre en compte pour la pension complète ? Herman De Croo ! Il faut 45 ans de carrière et 67 ans. Tout ce cinéma pour la pension d'un seul type qui ne la prend pas ! C'est complètement con. La durée moyenne d'un député, c'est 7 ans. »

Il met donc en garde contre certaines réformes. Comme celle visant les cumuls. « Dans 20 ans, le parlement sera composé à 50 % de détachés. Des fonctionnaires qui ne prennent aucun risque : s'ils ne sont pas réélus, ils retournent à l'administration. Et les députés, ce seront des inspecteurs des finances, des contrôleurs des contribu-

tions, des directeurs d'administration... Par contre, si vous venez du privé, après deux ans, on vous demande de choisir : votre job ou votre mandat parlementaire. »

Donc vous trouvez ces débats sur le cumul, la pension... inutiles ?

Il faut trouver une solution pour que la carrière politique rentre dans la pension normale. Concernant le cumul, aux Pays-Bas, quand vous êtes député, vous ne pouvez plus rien être d'autre. Vous êtes député, point. Mais parfois, un député sortant peut être récupéré dans le privé. Mais en Belgique, si vous avez été élu pour le PTB ou le Vlaams Belang, et que vous vous présentez chez un privé, il va vous dire que ses clients ne vont pas aimer avoir un directeur commercial qui soit un ex-PTB ou Vlaams Belang.

On prend des tas de mesures, législatives : on veut « purifier » les députés ; mais quand on les met à la porte, que fait-on d'eux, sauf s'ils rentrent à l'administration, au syndicat, à la mutuelle ? Donc il faut bien réfléchir : les décisions que nous prenons maintenant doivent être pensées à 30 ans. Un parlement composé à moitié de fonctionnaires détachés va « soigner pour son patron », c'est-à-dire l'État. Il sera encore plus corporatiste. Si on veut un parlement corporatiste comme l'Union soviétique ou dans certaines régions...

Aujourd'hui, on est plus dans le court-termisme qu'autrefois ?

Laissez-moi être dur : on n'est QUE dans le court-termisme.

Le court terme est l'une des choses qui tuent la politique. Et c'est partiellement

votre faute, aux médias. Avant, il y avait un compte-rendu des débats parlementaires. Aujourd'hui, le politique fait un peu de cinéma devant la presse le mercredi et pose une question parlementaire le jeudi. C'est uniquement de la crampe médiatique ! Et quand vous allez de crampe en crampe, vous ne courez pas très loin. Il y a une concurrence entre médias, qui se sert de la concurrence entre politiques, en allant interroger non pas celui qui est fidèle au parti mais un dissident.

Ce sont les hommes politiques qui entrent dans ce jeu-là...

Bien sûr. Mais un moment, l'excès de communicabilité commence à nuire. D'autant qu'existent les médias sociaux. J'ai un type qui s'occupe de mon Facebook, je n'y connais rien. Mais quand ai-je eu le plus grand nombre de « likes » ? Mon Border Collie était introuvable un dimanche matin ; plutôt que de le chercher partout, un voisin m'a dit de mettre sa photo sur Facebook : 274.000 vues ! Quand je fais un truc au parlement : 3.000, 4.000, 9.000 vues...

On a retrouvé le chien au moins ?

Il est revenu tout seul !

Quand votre fils Alexander débranche la prise du gouvernement fédéral en 2010 et qu'un ministre VLD tweete « Alea jacta est », vous en pensez quoi alors ?

En utilisant Twitter, il s'adapte à un système qu'il utilise. Moi, je ne le ferais pas. Alexander n'avait jamais fait de politique avant d'être élu à la présidence du VLD. Quand Dehaene est désigné négociateur de BHV, il fait jurer

aux présidents de parti, qu'à Pâques, BHV sera résolu. Alexander a cependant l'impression que les travaux n'avancent pas, que c'est du bidon, et il me demande de faire passer le message aux autres, que je connais mieux que lui, que c'est sérieux, que, lui, a donné sa parole et compte la tenir. Je préviens les présidents qu'Alexander, jeune président, ne va pas avaler sa cravate. Ils n'y croient pas. Arrive le moment fatidique où on se rend compte que ça n'aura pas lieu et Alexander retire sa confiance au gouvernement, qui tombe.

Vous approuvez ou vous jugez que c'est une erreur de débutant ?

Je lui ai dit : tu vas faire ça une seule fois, et je ne crois pas que tu auras du succès électoralement. Il m'a répondu : « J'ai l'intention de continuer la politique : je ne veux pas qu'on me demande à 50 ans ce que j'ai fait pour changer les affaires : donc je le fais maintenant. »

Vous ne lui déconseillez pas de tirer la prise, en lui disant que l'étiquette de trahison risque de lui coller à la peau ?

Trahison ? Lorsque des présidents promettent de faire quelque chose et ne le font pas, qui sont les traîtres ?

Alexander a son tempérament, son intelligence et sa façon honnête de voir la vie. Il ne voulait pas faire comme les autres, ne pas tenir sa parole. Il m'a dit : « Entre ma crédibilité plus tard et mon intégrité, je n'hésite pas. » Je lui ai répondu qu'il prenait un risque énorme, mais que c'était lui le président.

BHV n'aurait jamais été solutionné s'il n'avait pas fait ça. ■

Propos recueillis par
W.B. ET M.A.D.

SES MENTORS

Walter Ganshof van der Meersch

« Il était avocat général à la Cour de cassation, vice-président de la Cour européenne des droits de l'homme et professeur à l'ULB. J'avais fait 40/40 à son examen et, quand je suis revenu de Chicago, je suis devenu son assistant, en remplacement de François Perin, qui venait d'être nommé pro-

fesseur à Liège. C'était une personnalité passionnante, qui ouvrait des boulevards d'idées extraordinaires. »

Max Rheinstein

« Il était juif allemand ; heureusement pour lui, il avait fui son pays à l'arrivée d'Hitler. C'était un remarquable juriste et professeur, qui a écrit la constitution de plusieurs pays africains. J'ai été son assistant à l'Univer-

sité de Chicago. En un an seulement, il m'a beaucoup marqué. Il m'a appris deux choses : un, à travailler intellectuellement, et deux, à avoir une vue civilisationnelle ouverte et tolérante. »

Omer Vanaudenhove

« C'était un homme de changement. En fondant le PLP (Parti de la liberté

et du progrès) en 1961, il a libéré les catholiques du vote obligatoire pour le parti qui se servait d'eux. Aux législatives de 1965, il a fait passer le parti de 20 à 48 députés ! Un jour, en bureau de parti, je l'ai entendu dire : "Ce serait bon pour nous mais mauvais pour le pays, donc on ne le fait pas." C'est une réponse assez extraordinaire, qui m'a marqué. »

SES OBJETS

Le dictaphone

« Je travaille 80 heures par semaine et je n'ai plus pris de vacances depuis 1991. Le dictaphone m'a sauvé la vie depuis 50 ans. Je passe 1.500 heures par an en voiture. Comme ministre, président de la Chambre ou président de parti, j'avais un chauffeur. Depuis, je me suis payé deux chauffeurs retraités pour pouvoir travailler durant ces 1.500 heures. Et je dicte tout : les réponses aux 500 mails par semaine que je reçois (car je ne sais pas faire un mail), mes notes, mon courrier... Je le fais en général en

voiture. Cela fait dix cassettes par semaine. Et trois secrétaires tapent tout cela. »

Ses 150.000 dossiers de permanence sociale

Dans la cave de sa maison, un couloir et une pièce abritent les 150.000 dossiers qu'a ouverts Herman De Croo lors de ses permanences sociales. « Je faisais 28 permanences par mois, à Audenarde, chez moi, au café. Chaque dossier est un dossier familial. Par exemple, pour aider le grand-père à avoir une retraite

car il travaillait en France pour ramasser les betteraves mais ne savait pas où, et pour corriger le CV de la fille. Et la fille m'a dit : "Je vote pour toi car mon grand-père m'a fait jurer de voter pour toi". Dans un rayon de 150 km, cinq personnes sur dix disent "si j'ai un problème, je vois De Croo". Ils se disent que je suis disponible. Un collègue m'a un jour reproché de faire du clientélisme, mais j'ai retrouvé une lettre qu'il m'avait écrite pour demander mon aide... D'ailleurs, je n'ai jamais écrit à la police ou la justice ou fait sauter une controvention. »

Ses plaques d'immatriculation officielles

« En 1977, mon chauffeur Roger m'a donné une planche pour y fixer mes plaques officielles et m'a dit : "A la fin de votre vie politique, elle sera pleine." Je n'y croyais pas. Mais elle est bien pleine, et il y a même trois plaques en plus ! Comme président de la Chambre, j'avais la plaque A1. Et le roi Albert me disait : "Gardez bien le A, car le 1, c'est moi !" »